

## LE ROLE DES ACTEURS POLITIQUES NATIONAUX DANS LES CRISES SOCIOPOLITIQUES CENTRAFRICAINES DE 1966 À 2021

Nadji DJIMBAYE

Université de Doba (Département d'Histoire)

[nadjidjimbaye8@gmail.com](mailto:nadjidjimbaye8@gmail.com)

Djimadoumadi NAIDONGARTI

Université de Doba (Département d'Histoire)

[dnaidongarti@gmail.com](mailto:dnaidongarti@gmail.com)

### Résumé

Depuis 1966 jusqu'en 2021, la République Centrafricaine n'a connu que des crises sociopolitiques dont les germes sont internes et externes. La question de l'insécurité a alimenté des débats dans des pays. Cela préoccupe non seulement les Etats, mais aussi les organisations internationales et sous régionales. Il importe, dans le cadre de notre étude, de montrer le rôle des acteurs politiques dans ces crises sociopolitiques centrafricaines. La question est de savoir, en quoi les acteurs politiques centrafricains sont eux-mêmes responsables de ces périples sociopolitiques ? Pour réaliser ce travail, nous avons fait usage des méthodes descriptive et analytique, en utilisant les données diversifiées (rapports des ONG, rapports des accords, articles des chercheurs, ouvrages écrits par différents intellectuels et données recueillies sur le terrain). Il ressort de cette étude que, du premier Président à la transition de la Présidente du SENA (2021), les Chefs d'Etat qui se sont succédé, ont été toujours influencés de l'extérieur, mais sont en grande partie responsables des crises qui ont longtemps secoué le pays de par leur mal gouvernance auréolée par l'ethnocentrisme, l'égoïsme et la gourmandise politique.

**Mots clés :** *Centrafrique, acteurs politiques, rôle, crises sociopolitiques*

### The role of national actors in the socio-political crises in the central african republic from 1966 to 2021

#### Abstract

From 1966 to 2021, the Central Africa Republic experienced only sociopolitical crises stemming from both external and internal factors. The issue of insecurity fueled debates within the country, a concern not only for states, but also for international and sub-regional organizations. Within the framework of this study, it is important to demonstrate the role of political actors in these central crises. The central question is: to what extent are Central African political actors themselves responsible for these socio-political upheavals? To carry out this work, we used descriptive and analytical methods; drawing on diverse sources (NGO reports, agreement reports, research articles, works written by various intellectuals, and data collected in the field). This study reveals that, from the first President to the transition of the President of the SENA (2021), the successive heads of state were always influenced from abroad, but were partly responsible for the crises that long plagued the country due to their poor governance, marked by ethnocentrism, selfishness, and political greed.

**Keywords:** *Central African Republic, political actors, role, sociopolitical crises.*

#### Introduction

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le continent africain a subi une colonisation qui a déstabilisé ses structures. La République Centrafricaine est l'un des pays de la sous-région d'Afrique centrale. Son histoire peut s'expliquer par la présence française dans la région à travers la colonisation. Elle faisait partie de l'Afrique Equatoriale Française (ARF), le sous-empire français. De ce fait, la RCA a été gouverné dans le système d'administration directe. Ce passé colonial commun auquel on peut associer l'appartenance aux organisations internationales africaines francophones créés au lendemain des indépendances amène ce pays à orienter ses relations selon le modèle de la France. Au début des

années 1960, la colonisation a légué aux Africains un nouveau mode d'organisation sociopolitique non adapté aux réalités locales africaines. C'est la raison pour laquelle, depuis les indépendances, ce continent est le théâtre des conflits de toute nature. La République Centrafricaine n'échappe pas à la règle. Juste après son accession à l'indépendance dans les années 1960, elle a traversé et traverse encore des troubles la plongeant dans des crises sociopolitiques. Elle a connu des crises sociopolitiques à répétition depuis 1966 dues aux acteurs politiques. Du premier dirigeant Boganda à Faustin Archange Touedera, le pays n'a cessé de connaître des crises sociopolitiques. Il y a donc lieu d'analyser la marche troublante de son indépendance.

L'objectif consiste à décrire et analyser la gouvernance de chacun des présidents qui se sont succédé à la tête du pays. La question est de savoir en quoi les acteurs politiques centrafricains sont eux-mêmes responsables de ces périodes sociopolitiques ?

### 1. Les origines des crises centrafricaines

La République centrafricaine a connu une instabilité militaro-politique caractérisée par des crises sociopolitiques. Les facteurs des crises sociopolitiques en Centrafrique sont multidimensionnels et plusieurs acteurs politiques y sont impliqués.

#### 1.1. L'explication naturelle de ces crises

Couvrant une superficie de 623 000 km<sup>2</sup>, elle partage ses frontières avec cinq pays : le Tchad au Nord (sur 1197 Km), le Soudan à l'Est (sur 1165 Km), le Congo Brazzaville au Sud (sur 467 Km) et la République Démocratique du Congo, ex-Zaïre (sur 1577 Km) et à l'Ouest, le Cameroun (sur 797 Km) qui l'isole de l'Atlantique. L'océan le plus proche est situé à environ 1000 km (Tourisme en République Centrafricaine, 1947, p2). La Centrafrique est un pays enclavé de l'extérieur. Ceci lui pose d'énormes problèmes de circulation des personnes et des biens indispensables pour son développement. Les frontières sont marquées par les reliefs et les cours d'eau :

- à l'Est avec le Soudan, c'est la ligne des partages des eaux entre le bassin du Nil et celui du Congo-Oubangui-Mbomou qui sert de frontières.
- Au Sud, le Mbomou et l'Oubangui séparent la RCA de la République Démocratique du Congo. Le bassin de la Lobaye et la Sangha marque la Frontière avec le Congo Brazza.
- A l'Ouest, le bassin de la Sangha fait la frontière avec le Cameroun.
- Au Nord, avec le Tchad, la frontière est marquée par les affluents du Chari, du Bar Aouk, de l'Aoukalé, Bar Nzili.



Source: <http://www.universalis.fr/encyclopedie/republique-centrafricaine/>, consulté le 10/4/2026

Figure 1 : positionnement du territoire centrafricain

Au regard de cette description géographique, la position de la RCA, de par ses frontières tracées par la colonisation, l'a prédestinée, en partie à avoir des hostilités. Le pays a plusieurs frontières à défendre, malgré sa pauvreté et ces frontières sont accidentées. Les dirigeants ont intérêt à

exploiter anciens liens de parenté pour régler une partie des crises ; choses qui n'est pas facile aussi. Pour pallier cette difficulté, il aura été préférable pour le pays d'affiner ses rapports diplomatiques avec les pays limitrophes.

### 1.2. Les origines politiques des crises centrafricaines

Déjà, bien avant l'indépendance, la France reconnaissait que la RCA était une colonie probablement la plus mal lotie du reste de ses territoires en raison de la faiblesse de ses institutions gouvernementales et est désignée comme une « colonie poubelle » (Lombard, 2012, p. 194.). Suite à une succession de mutineries et de rébellions qui ont engendré une crise permanente, le gouvernement a perdu son monopole de l'usage légitime de la violence. Les troupes étrangères ont contribué à contenir la violence dans la capitale, Bangui, mais le nord du pays reste dans un état d'insécurité permanent, de dénuement et de misère (Crisis Group, 2007, p. 3).

Cela dit que, depuis son indépendance, la RCA se présente comme un pays en crise sociopolitique chronique en raison de l'incapacité de l'Etat à pouvoir contrôler le pays car, hormis Bangui, une insécurité totale règne dans les autres zones. Ces crises apparaissent invisibles aux « yeux » de l'opinion internationale. Comme le souligne John Harris (2019), la crise en Centrafrique est une « crise oubliée » parce que la communauté internationale lui a accordé peu d'importance. Cette crise dans laquelle est plongée la Centrafrique tire ses origines pendant la période coloniale.



Source : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/republique-centrafricaine/> , consulté le 10/4/2026

Figure n°2 : configuration ethnique de la population centrafricaine

#### 1.2.1. La RCA de Boganda (1959-1960) à Jean Bedel Bokassa (1966-1979)

Déjà, cette première décennie de l'indépendance a été caractérisé par des crises, auréolées par des ingérences étrangères. Nguémadjita (2020) parle des ingérences dans les crises centrafricaines. Ces ingérences avaient fait de la RCA l'Etat-type de la *françafrique*, cet ensemble de relations personnelles et de dispositifs politiques, économiques et militaires qui lièrent la France à ses anciennes colonies africaines jusqu'à nos jours. Ainsi, en RCA, Paris commença par favoriser l'accession au pouvoir de David Dacko au détriment du successeur pressenti de Boganda. Le régime dictatorial mis en place ne tremble guère puisque la politique mise en œuvre était élaborée par les conseillers qu'elle avait installés à Bangui. Le rapprochement entamé par Dacko avec les chinois poussa la France à le remplacer par Bokassa (1966). Dès lors, la RCA entra dans les crises socio politiques au regard de l'ingérence française au lendemain des indépendances. L'histoire de la République Centrafricaine du 1<sup>er</sup> premier président Boganda le 29 mars 1959 et l'indépendance

du pays le 1<sup>er</sup> décembre 1960, est celle d'une succession d'affrontements et de coups d'Etat pour la conquête du pouvoir ayant fortement contraint et finalement bloqué le développement du pays à tous les niveaux : politique, administratif, économique et culturel.

Très vite, un régime autoritaire se met en place et développe une politique de répression contre tous les actes de résistances ou de désobéissance aux autorités. Les partis politiques, les syndicats ou autres associations incompatibles avec l'ordre public ont été dissous. A cela s'ajoute l'internement administratif des personnes jugées dangereuses (exemple Abel Goumba) et la censure des écrits subversifs. Après la mort du premier Président Barthélemy Boganda des suites d'accident, David Dacko, devenu président à l'indépendance, fut renversé le 1<sup>er</sup> janvier 1966 par Jean Bedel Bokassa qui s'est autoproclamé empereur Bokassa 1<sup>er</sup> mettant en place une politique répressive dans tout le pays. Dion (2010, p.20) a souligné que la gestion clanique du pouvoir de Bokassa est devenue très efficace sous son règne et a conduit le pays vers une crise étatique. Cette pratique a débuté à partir de 1966 lorsque Bokassa, chef d'Etat-major de l'armée monte au pouvoir par un coup d'Etat militaire le 1<sup>er</sup> janvier 1966. Il trouve un système politique bien organisé, s'inspirant du système colonial. Il met rapidement ce système sur pied et soumis le peuple à un régime monarchique. Naturellement, comme ses prédécesseurs, il ne fait aucune différenciation entre ses biens personnels et ceux de l'Etat centrafricain. Tous les postes clés sont occupés par ses parents. Il apparait ainsi à notre avis un signe de manifestation des crises sociopolitiques centrafricaines. Pour Crisis Group (2007), la République Centrafricaine est pire qu'un Etat failli : « elle est quasiment devenue un Etat fantôme, ayant perdu toute capacité institutionnelle significative, du moins depuis la chute de l'Empereur Bokassa en 1979 ». A cet effet, au fil des tutelles coloniales, néocoloniales et régionales, l'Etat centrafricain, jamais vraiment construit, s'est dissout dans la militarisation de sa politique et de ses pouvoirs respectifs.

Ainsi, tous les dirigeants qui se sont succédé en Centrafrique ont marché sur les pas de David Dacko, plongeant la jeune nation au cœur du continent noir dans une série de violences faites de répressions, de coup d'Etat et des rebellions quasi permanentes. Pour une deuxième fois, il laisse le pouvoir à l'armée nationale après six (6) mois de présidence. Or pour Kairouz (2016), leur chute s'explique d'une part par suite d'un accident et l'implication d'un commando français dans le renversement du régime. D'autre part, l'incapacité notoire de David Dacko de gouverner et le dysfonctionnement de l'Etat expliquent ce coup d'Etat. Dans les années 60, ce fut sous le modèle tiré de la colonisation que le régime autoritaire est instauré par le président David Dacko. Pendant son règne, David Dacko instaura une politique agraire qui consiste à forcer les paysans à cultiver le coton et autre produit commercial. Tout centrafricain qui refuserait d'exécuter est chicoté et emprisonné.

### **1.2.2. Le règne d'André Kolingba (1981-1993)**

En 1981, André Kolingba renversa David Dacko et se remet à la tête de l'Etat par l'armée française lors de « l'opération Barracuda », le 20 septembre 1979. Issue de l'ethnie Yokoma, André Kolingba poursuit également le chemin déjà tracé par ses prédécesseurs en privilégiant les siens (Dion, 2010, p.36). Pendant son règne, tous les postes clés du gouvernement sont détenus par l'ethnie Yokoma. Les bourses d'études sont offertes essentiellement aux Yokoma. Cependant, il est resté loyal envers la France qui a organisé et financé le putsch de 1981 (Ngoupandé, 2002, pp.12-13). Pour témoigner son attachement à celle-ci, il loue les services de Jean-Claude Manton un Français qui avait travaillé pour David Dacko et lui confie le commandant de la garde présidentielle (Crisis Group, 2007, p.8). Ce dernier, en plus de cette tâche, continue d'encadrer le nouveau chef de l'Etat, comme il l'avait fait pour l'ancien. Il a d'ailleurs rapidement prouvé son utilité : le 03 mars 1982, en tenant d'une main ferme la Garde présidentielle, il déjoue une tentative de coup d'Etat fomentée par Ange Felix Patassé et deux généraux (François Bozizé et Alphonse Mbaikoua). Les galonnés s'enfuient : Bozizé au Tchad, Mbaikoua dans son village natal, à Markounda, sur la frontière Tchadienne (Crisis Group, 2007 : P.8). Le président André Kolingba curieux, fit dépêcher deux frères d'armes Yakoma dans les fiefs ethniques de ses ennemis putschistes : la première expédition punitive sera conduite par le général Djambo qui rase et

brûle plusieurs villages autour de Paoua, la ville natale de Patassé. L'autre est menée par le général Mazi à Markounda. Ainsi, devant l'impossibilité de distinguer les opposants des paisibles habitants des lieux, le général Maki opta pour une solution radicale : le village de Markounda fut brûlé et de nombreuses personnes massacrées (Ngoupandé, p.14). Ces faits furent à l'origine d'une haine tenace des Kaba contre les Yakouma. La fracture nord-sud était née et sera plus tard instrumentalisée politiquement par Patassé en termes de gens de la savane contre les gens du fleuve. Cependant la situation des Yakoma se complique avec l'arrivée d'Ange Felix Patassé au pouvoir. De 1990 à 2001, être Yokoma sera perçu comme un péché car les kaba haïront ces derniers auxquels, autrefois l'on a tout offert au détriment des autres ethnies du pays.

Dès lors qu'André Kolingba. quitte le pouvoir en 1993 après 12 ans de présidence, la RCA entre dans une crise de pollution ethnique conduisant le pays à une crise sociopolitique. A l'instar de ses prédécesseurs, la pratique de la gestion du pouvoir clanique se poursuit encore sous le règne d'André Kolingba. Lorsqu'il arrive au pouvoir par un coup d'Etat en 1981, il instaure le système de népotisme et clanisme. Il est membre de la tribu *Yakoma* venant du Sud du pays, représentant 5% de la population. Pendant son règne, les membres de sa tribu ont occupé tous les postes clés de l'administration et constituent la majorité dans l'armée. Tous les avantages étaient réservés aux *Yakoma*, cette situation a eu des conséquences négatives sur la population centrafricaine (Mbétou-jy, 2015, p.8).

### 1.2.3. Le régime d'Ange Felix Patassé (1993-2003)

En vertu de démocratisation amorcée au sommet de la Baule en juin 1990, les premières élections pacifiques et démocratiques de l'histoire de la Centrafrique furent organisées en 1993. Ange-Félix Patassé du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MLPC) fut élu président pour un mandat de six ans. Ce fut la première fois qu'un président accédait au pouvoir par les urnes dans ce pays depuis son accession à la souveraineté internationale.

A l'arrivée au pouvoir d'Ange-Felix-Patassé en 1993, le pays se trouve dans un état de rébellion permanente qui se traduit par une rupture avec l'opposition légaliste et la fin de la compétition politique pacifique. On assiste donc à un cercle vicieux où le seul moyen d'accéder au pouvoir est celui d'usage des armes. Cet état de rébellion permanente est entretenu par le fléau de la mauvaise gouvernance qui selon Ziguelé, du Mouvement pour la Libération du Peuple Centrafricain (MLPC) et ancien Premier-Ministre, est le premier mal de l'Afrique avec la gabegie. (NDZENG NYANGONE, 2021, p.2011). Il y a en RCA et, cela depuis l'époque coloniale une confusion entre les intérêts privés et publics et donc entre pouvoir économique et politique (Amstutz, 1995, p.242).

En raison des nombreux avantages que procure le pouvoir politique, l'arrivée au pouvoir de Patassé n'a pas pu véritablement apporter un changement positif dans le système politique instauré en Centrafrique depuis 1960.

Au contraire, elle fut marquée par la mise en place d'un régime de criminalisation de l'État que qualifient de gestion néo-patrimoniale. Elle se caractérise par les fraudes électorales, l'exploitation sauvage des ressources naturelles, l'économie de pillage, le népotisme, la corruption, l'impunité, la privatisation des institutions publiques de l'État, la multiplication des milices armées, l'instrumentalisation des identités ethnico-régionales et bien d'autres. Il en résulta l'échec des efforts de démocratisation au profit des méthodes anti-démocratiques. Les espoirs suscités par le processus de démocratisation amorcé en 1993 furent vite déçus (J.F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou (1997, p. 167).

C'est un phénomène réel dans la gouvernance centrafricaine. C'est le même constat fait par Leaba quand il affirme : « Une politique d'accaparement ethnique avait véritablement commencé sous le régime d'André Kolingba, et la tentative de l'armée au détriment des *Yakoma* dominants avait été une des causes des mutineries » (Leaba, 2001, p. 171). Plus loin, Merrien affirme que :

La prise de conscience du fait ethnique est rentée. C'est le général Kolignba, un Yakoma qui est le tout puissant à poursuivre une politique (partielle) d'ethnisation en favorisant le recrutement de Yakoma dans l'armée. A son départ, les yakoma représentaient 30% des forces armées alors que cette ethnie ne représente que 4% de la population du pays.

Sous la présidence de Patassé, le mouvement d'éthnicisation s'est poursuivi par le remplacement dans l'armée et l'administration des yakoma et affiliés par des « savonniers », notamment des ethnies provenant de son fief, l'Ouham-pendé. Outre le président Patassé, le vice-président et le président de l'assemblée nationale provenaient de l'Ouham-Pendé. On notera aussi pendant la présidence de Patassé, la croissance de groupes paramilitaires, les milices, et l'importance de la garde présidentielle, tous provenant des ethnies du Nord. La croissance de ces groupes, souvent mieux armés que l'armée, régulièrement mieux payés, a eu un impact négatif sur le moral des soldats et de leur chef. (Merrien, 2006, p.13)

De l'avis de Kpamo (2013, p.116), André Kolingba qui dirige le Comité Militaire de Redressement National (CMRN) s'est emparé du pouvoir en septembre 1981 et sa reconduction à la tête de l'Etat pendant les élections du 21 novembre 1986 s'est faite sur la base d'un simple « oui » couplé au referendum constitutionnel ; date à laquelle la nouvelle constitution a instauré un régime présidentiel à forte connotation présidentieliste. L'auteur ajoute que la même année, le CMRN est aboli au profit d'un parti unique, le Rassemblement Démocratique Centrafricain (RCD).

Pour Goubena (2006, p. 320), le CMRN est teinté du tribalisme en ce sens qu'il y a au sein du comité des militaires dits « nordistes » qui se réclament de Ange Felix Patassé, le leader du MLPC (Mouvement Populaire pour la Libération du Peuple Centrafricain), un grand parti d'opposition. Il ressort de ce malaise un mécontentement qui prend des proportions conflictuelles avec recours aux armes. On assiste à une opposition entre André Kolingba et Ange Felix Patassé. Malgré cette brouille, le Président crée un autre parti unique le Rassemblement Démocratique Centrafricain (RDC). Au bout de compte, cela a dissout les partis légalisés de 1980-1981. A cet effet le MLPC et le FPOPT se rallient au nouveau parti (RDC) et font leur entrée au gouvernement pour un objectif déterminé. Ils occupent des hautes fonctions de responsabilité au sein des instances de ce parti unique au pouvoir.

#### 1.2.4. De François Bozizé (2003-2013) à Faustin Touedera (2016 à 2021)

En mars 2003, le général Bozizé arrive à renverser le président Ange Felix Patassé qui se trouvait en ce moment à Niamey (Niger). Après deux (2) ans de transition politique, le pays organise des élections législatives et présidentielles qui ont vu François Bozizé légitimer son pouvoir en gagnant au deuxième tour du scrutin (Mbeto-jy, 2015, p.8). Celui-ci a accentué la politique de l'éthnicisation. Tous les postes importants étaient occupés par les membres de son ethnie comme par exemple : l'armée, la haute hiérarchie de l'administration, et singulièrement la garde présidentielle étaient constituées exclusivement des *Gbaya*. Le dernier recrutement dans l'Armée Nationale en août 2012 a abouti à un grand soulèvement impulsif de colère des jeunes contre le tribalisme et le clanisme. On note des crises où les populations sont passées du mal au pis et la question sécuritaire en RCA sous le régime du General Bozizé a atteint un niveau de préoccupation jamais égalé. En plus, les dysfonctionnements et l'Etat de délabrement avancé de l'armée nationale ont favorisé la déroute des FACA et par conséquent la prise de pouvoir d'Etat à Bangui par les rebelles de la coalition Séléka.

Pour Amnesty international (2014), François arrive au pouvoir en cette date grâce à l'appui des pays voisins en majorité des mercenaires Tchadiens connus sous le nom des « libérateurs ». Le rapport d'en ajouter qu'après dix(10) ans au pouvoir, le président auteur d'un coup d'Etat est renversé par Djotodia. Selon le rapport Crisis Group « Le second mandat de Bozizé correspond à l'entrée de sa famille en politique et au renforcement de l'emprise de sa famille du pouvoir ». (International Crisis Group, 2013, p.3).

En somme, les quinze dernières années ont été perturbées par des événements qui ont paralysé presque tous les secteurs d'activités socio-économiques. Le General François Bozizé, cumule les fonctions de commandant en chef de l'armée et de Ministre de la défense. Il est en même temps Ministre des Mines, Ministre de l'Avion Civile, Ministre chargé des pôles de développement, Député, président du comité de trésorerie (donc Agent comptable principal de

l'Etat), président du conseil de surveillance des Entreprises publiques donc leur président de conseil d'Administration de fait. Les violations de la constitution, du serment et cumul de fonction sont mobiles du départ du général au pouvoir. A cet effet, l'Etat centrafricain n'a jamais été construit à cause de la militarisation et l'ethnisation de ses pouvoirs respectifs. Le Président Bozizé n'en est que le dernier avatar, semblable à ses prédécesseurs. Même s'il fut démocratiquement élu en 2005, sa gestion brutale et prébendier du pouvoir ne pouvait qu'entretenir une rébellion permanente (Crisis Group, 2007, p. 5). C'est cela qui a conduit aujourd'hui la Centrafrique dans une guerre civile à caractère religieux. Ce conflit opposant les Seleka aux Antibalakas, provoquant un déplacement massif des populations vers diverses destinations faisant de l'Afrique Centrale un « potentiel » producteur des réfugiés.

Selon le journal les *Collines* de l'Oubangui (N°519 :2022), l'ex-président Bozizé s'est converti à l'islam pendant son séjour à N'Djamena, pour quitter sa religion, le christianisme en prenant le nom d'Ahmat Youssouf. Le journal poursuit qu'il a saisi cette opportunité pour faire établir tous ses papiers à N'Djamena ou il serait en train de préparer un retour triomphal à Bangui. Les collines de l'Oubangui avaient révélé que Bozizé au Soudan du Sud, était détenteur d'un passeport Sud-Soudanais sur lequel il portait le nom de Peter Mude. Il ya certainement risque de conflit régional en Afrique centrale précisément le Soudan-Tchad et la RCA avec le conflit soudanais opposant les deux généraux.

### 1.2.5. La séquence de Michel Djotodia et les transitions

Parlant de la fin de règne de Bozizé, Amnesty international s'est intéressé à l'arrivée au pouvoir de Michel Djotodia à la suite de l'offensive de la coalition Seleka (Alliance en sango, la langue nationale Centrafricaine.) C'est une alliance ou coalition du mouvement rebelle à savoir : CPSK, CPJP et UFDR) toujours soutenu par des mercenaires Tchadiens et Soudanais le 23 mars 2013. Le rapport ajoute que Michel Djotodia fut contraint à la démission le 10 janvier 2014 par les chefs d'Etat de la zone CEMAC. Onze (11) mois à la tête de la RCA, il est contraint à la démission et la RCA passe à la transition. D'abord Alexandre-Ferdinand Nguendet et enfin Catherine Samba-Panza qui a conduit le pays à l'élection du 04 février 2016. Après deux (2) de transition Faustin Touedera arrive au pouvoir à la suite d'une élection.

A notre avis, les différents coups d'Etat qu'a connu la RCA témoignent de la situation sociopolitique. Le Tchad et la RCA ont des traits communs, eu égard à leur instabilité. Par ailleurs depuis son indépendance, la RCA est entrée dans une crise sociopolitique, économique et sans compter les mutineries. Au total cinq (05) coups d'Etat sont connus en RCA : En 1966, 1979, 1981,2003 ,2013. Il importe de présenter dans un tableau les coups d'Etat en RCA (tableau).

**Tableau : Acteurs politiques des coups d'Etat en RCA**

N°	Noms et Prénoms	Appartenance ethnique	Durée au pouvoir	Circonstances de départ du pouvoir
1-	Bathlemy Boganda	Lobaye	1959-1960	Accident
2-	David Dako	Ngbaka	1960-1965	Coup d'Etat
3-	Jean Bedel Bokassa	Ngbaka	1966-1979	Coups d'Etat
4-	André Kolingba	Yakoma	1981-1993	Coup d'Etat
5-	Ange Felix Patassé	Sara	1993-2003	Coup d'Etat
6-	Francois Bozizé	Gbaya	2003-2013	Coup d'Etat

7-	Michel Djotodia	Rounga	Mars 2013- Janvier2014	Démission
8-	Catherine Panza	Banziri	2014-2016	Transition
9-	Faustin Touadera		2016-	Election

Source: Nadjji Djimbaye, 2025

## 2. L'analyse des facteurs des crises centrafricaines

Depuis l'indépendance du pays, il y a eu cinq (05) coups d'Etat. Cette récurrence des prises de pouvoir par la violence a institué en RCA une culture de la violence et de l'impunité politique. Par ailleurs cette multiplication des coups d'Etat témoigne en RCA du manque d'une compétence politique et de l'absence d'une culture démocratique. On assiste donc en RCA à la personnalisation du pouvoir. Ainsi, il existe en RCA une réelle absence de légitimité politique.

Cependant cette légitimité s'acquiert par les armes, la répression et la manipulation de l'opposition. Il s'agit d'une histoire politique violente avec des coups d'Etat, une démocratie qui n'est pas respectée ou ne fonctionne pas bien, les problèmes ethniques etc. De ce qui précède, la RCA doit coopérer avec les pays voisins et mettre l'accent sur la bonne gouvernance et le respect de la démocratie. Par ailleurs, ces coups d'Etat successifs ont été soutenus par la France, ancienne puissance coloniale. Pour qu'il y ait instabilité dans le pays, il faut une synergie de force. Cela se fait pas avec une ethnie ou un groupe d'ethnies ; loin encore avec une petite région. Malheureusement, force est de constater que le partialisme a primé sur l'unité.

### 2.1. Facteurs culturel

Le lien de sang qui unit les centrafricains entre eux et l'usage unique de la langue Sango qui caractérise la RCA, sont autant des facteurs déterminant qui devraient favoriser le règlement des crises et la réconciliation nationale. Cette langue doit constituer un atout majeur pour la cohésion nationale. De ce point de vue, la situation conflictuelle qui perdure dans ce pays depuis des années, relève d'un paradoxe étonnant et trouve ses causes plutôt dans une situation politique que socio-économique difficile.

### 2.2. L'égoïsme politique

La gestion clanique devint un moyen très efficace pour accéder au pouvoir en Afrique en général et en RCA en particulier. Comme l'a relevé Chauvin (2014, p.265), les premiers dirigeants (Dacko, Bokassa, Kolingba, Patassé et Bozizé) ont usé de modes d'exercice du pouvoir susceptibles de favoriser l'émergence des conflits interethniques. Patassé élu démocratiquement va s'appuyer sur des gens de la même origine ethnique ou régional que lui. Sur la base des accords de Bangui, Patassé va créer une nouvelle garde prétorienne. Mbeto-jy (2015), souligne que les *yakoma de la garde présidentielle* furent ainsi renvoyés de l'armée régulière au profit des unités originaires du Nord, frontalier du Tchad, et plus particulièrement issues de son groupe ethnique, les Sarah. L'Amnesty international part d'un constat pour montrer que depuis l'indépendance et suite à l'élection le 22 août 1993, à l'arrivée de Patassé au pouvoir, l'ordre politique s'est assis sur le tribalisme.

De même, Ngoupandé (1997) retrace l'arrivée de Bozizé, son renversement et la gestion néo-patrimonialiste. Pour lui, Bozizé parvenu au pouvoir en 2003, et en dépit de ses discours de la rupture prolongea lui aussi ce caractère néo-patrimonial de la gestion étatique. Il explique que son renversement en 2013 ne manquera en rien la fin du néo-patrimonialisme. Le renversement du président Ange Felix Patassé et celui de Bozizé peuvent s'expliquer par leur gestion néo-patrimoniale provoquant les crises sociopolitiques à l'intérieur du pays voir au de-là des frontières nationales.

## Conclusion

En somme, les coups d'Etat en RCA constituent un moyen d'accès au pouvoir depuis les indépendances car la plupart des chefs d'Etat en RCA se sont servi des coups d'Etat pour accéder au pouvoir, soit cinq (05) au total. C'est dans ce sens que Bado dit que :

La crise de l'Etat centrafricain ne date guère des insurrections récentes de 2013. L'Etat Centrafricain est en déroute depuis au moins le coup d'Etat de 1966 par lequel Jean-Bedel Bokassa renversa le président David Dacko, privatisa l'Etat, ses administrations et ses ressources, et finalement transforma la République Centrafricaine en un empire en 1975.

Les structures politiques dans leur grande majorité souffrent d'un manque criard de légitimité et/ou de légalité. Cela est dominé par l'ethnocentrisme. Ainsi en lieu et place des urnes, les mutineries, les rebellions et les coups d'Etat (1966, 1979, 1981, 2003 et 2013) ont été érigés en mode privilégié d'accession au pouvoir. Le foisonnement des groupes armés disséminés contribue à créer au sein des populations, un climat d'insécurité permanent. Le tableau (voir tableau ci-haut) dresse le bilan des différents régimes qui se sont succédé en Centrafrique. Le cas de la RCA n'est pas singulier. Plusieurs Etats africains dont les pays voisins de ce pays traversent la même situation. Un appel à la conscience nationale s'impose pour une solution durable.

## Références bibliographiques

- Amstutz Marc. 2022 «International conflict and Cooperation». *In introduction to world politics*. New Delhi: McGraw-Hill companies.
- Bado Arsène Brice. 2015, *Dynamique des guerres civiles en Afrique*, Paris L'Harmattan.
- Balokobi, B. 2014. *La prise en charge des réfugiés centrafricains dans le Logone Orientale (Tchad) : 1960-2013*. Mémoire d'Histoire, Université de N'Gaoundéré.
- Chauvin Emmanuel. 2014. « Rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'Afrique-Bangui (1966-2001) ». In *Enjeux*, n° 40.
- Chauvin Emmanuel. 2015. *La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad, une escalade conflictuelle régionale*, Paris, AFD.
- Dion Eric Maxime. 2010. *La prise en charge des femmes et des enfants réfugiés Centrafricains dans les régions de l'est et de l'Adamaoua au Cameroun de 1960 à 2010 : état, enjeux et impact*. Mémoire de Master d'Histoire, Université de N'Gaoundéré.
- International Crisis Group Annual Report, 2007 et 2013.
- Enama Ayissi Théodore. 2019. *Déplacement des populations des zones en conflits et accès à l'état civil. Cas des enfants réfugiés centrafricains dans la région de l'est-Cameroun*. Mémoire de Master en Sciences de la population et Développement, Université de Louvain.
- Gounebana Charles Benjamin. 2016. *Les conséquences des troubles socio-politiques sur le système éducatif centrafricain de 1991 à l'an 2001 : Situation de l'enseignement primaire*. Thèse de doctorat, Université de Bourgogne.
- Kalck Pierre. 1974. *Histoire de la république Centrafricaine : des origines préhistoriques à nos jours*. Paris : éditions Berger-levraut.
- LOMBARD, Louisa. 2012. Rébellion et limites de la consolidation de la paix en République Centrafricaine. *Politique Africaine*, n°194.
- KAIROUZ Matthieu. 2016. Centrafrique, ce jour-là : le 21 septembre 1979, la chute de Bokassa 1<sup>er</sup>, empereur de Centrafrique. [Jeuneafrique.com](http://Jeuneafrique.com).
- Mbéto-Jy Moïse Hubert. 2015. La gestion des crises sociopolitiques en Afrique centrale, l'exemple de la République Centrafricaine de 1990-2016, Mémoire de Master en Sciences politiques et juridiques, Université de Bangui.
- Ngoupandé Jean-Paul. 2002. *L'Afrique sans la France*. Paris. L'Harmattan.
- NDZENG NYANGONE Emmanuel. 2021. « De la désintégration de l'État centrafricain aux réponses sécuritaires de la CEEAC (1990-2016) ». *Revue Gabonaise d'Histoire et Archéologie*, n° 7, Vol. 2.
- SILLANS, Roger. 1958. *Les savanes de l'Afrique centrale : essai sur la physiologie, la structure et le dynamisme des formations végétales ligneuses de l'Oubangui Chari*, Paris chez P. Lechevallier Persée.

Tchakossa Benoît. 2015. L'exploitation des ressources forestières en République centrafricaine de la période coloniale à nos jours, Villeinbana (CESA).  
Zoctizoum Yarisse. 1984. *Histoire de la Centrafrique*. Tom II.